

# « LA FINANCE CONTRÔLE TOUT... »

ENTRETIEN AVEC **SUSAN GEORGE**



**Susan George est militante altermondialiste, présidente d'honneur d'Attac** (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) qu'elle a cofondée. Elle est également présidente du conseil du Transnational Institute ([www.tni.org](http://www.tni.org)) et auteure de plusieurs essais, dont le dernier paru s'intitule *Leur crise, nos solutions*, Albin Michel, 2010.

**IRG :** *En préparant cet entretien, vous nous avez immédiatement fait part de vos réserves quant au terme « gouvernance » : quelles sont-elles ?*

**Susan George :** La « gouvernance » – *governance* en anglais – est un terme très ancien qui, au XX<sup>e</sup> siècle, mais en particulier depuis les années 1970, a été appliqué strictement aux entreprises. On parlait de *corporate governance*. Il a été utilisé par la Banque mondiale et le FMI durant toute la période où il s'agissait d'introduire les méthodes du monde des affaires aux États dans le cadre des programmes d'ajustement structurel. J'ai toujours pensé que mettre la « bonne gouvernance » dans les critères de satisfaction de ces programmes était extrêmement habile car personne ne peut jamais dire quand on a accompli la mission fixée. La gouvernance, c'est tout et n'importe quoi, puisqu'il n'y a pas de définition. Et aujourd'hui, l'Union européenne applique le même terme pour les mêmes raisons. C'est donc un terme délibérément vague et, en ce sens, cela en fait un terme de « pouvoir » pour pouvoir appliquer des mesures à des États ou même à des ONG, par exemple. Je vous renvoie à George Orwell : la tyrannie commence par le vocabulaire !

**IRG :** *L'année 2010 a été marquée par l'affaire WikiLeaks et cette idée de la transparence à tout prix des affaires diplomatiques : croyez-vous qu'il doit en être de même pour le « monde des affaires », vous qui proposez en substance dans votre dernier livre de « mettre le système financier et les banques sous tutelle sociale » ?*

**S. G. :** Absolument. Il faut « socialiser » ces institutions, ce qui implique la transparence. Mais j'ai parfaitement conscience que c'est une utopie, en tout cas dans les conditions actuelles.

**IRG :** *Les politiques seraient en effet les seuls en mesure d'imposer cette exigence aux financiers et aux entreprises, alors même que l'on ne cesse de nous dire qu'ils ne contrôlent plus rien...*

**S. G. :** La finance contrôle tout, et ceux qui sont à la tête de la finance mondiale ne veulent bien sûr pas en entendre parler. Si l'on avait des États qui se comportaient comme tels, ce serait possible.

**IRG :** *Alors comment faire pour inverser cette réalité ?*

**S. G. :** Je n'ai pas de recette miracle. Cela ne peut venir que de campagnes de citoyens unis ou d'alliances entre un certain nombre d'acteurs, tels que des syndicats, des organisations comme Attac, des ONG ayant des liens avec les pays du Sud comme Oxfam ou le Secours catholique, des écologistes, des paysans... Nous avons commencé à faire ce travail, mais c'est long et nous n'avons pas l'avantage de nos adversaires qui sont riches, puissants et ont établi leur hégémonie sur la plupart des gouvernements, qui les écoutent avant d'écouter qui que ce soit d'autre. C'est un système qui s'est vraiment mis en place depuis une vingtaine d'années, et peu importe qu'il nous ait conduits dans le trou noir de la crise : les États, y compris les États-Unis d'Obama, continuent de les écouter. On aura beau continuer de dire, comme je le fais, qu'il faut par exemple mettre les banques et certaines entreprises transnationales sous tutelle, il faudra encore du temps pour avoir une prise de conscience. Mais en attendant, je pense que c'est politiquement une invitation au fascisme : les gens, ne sachant pas comment réagir face à ce rouleau compresseur, votent de plus en plus pour l'extrême droite. C'est ce qui s'est passé dans les années 1930, lorsque Hitler est arrivé au pouvoir. Même les Finnois viennent de voter à 19 % pour l'extrême droite ! Et l'on observe le même phénomène aux Pays-Bas, en Suède, etc.

**IRG :** *On a beaucoup parlé des mécanismes des révolutions arabes de 2011, notamment en brandissant l'épouvantail de l'islamisme, mais on a peu parlé économie, en dehors de Georges Corm qui fait le lien entre l'aspiration à la liberté politique qui a conduit à la chute des dictatures et la revendication d'équité économique qui puise dans l'alliance entre les « kleptocraties » et les oligarchies d'affaires mondiales. Qu'en pensez-vous ?*

**S. G. :** C'est la jeunesse éduquée, en chômage massif, sans avenir, qui a été fer de lance de ces mouvements. Et ce n'est pas pour rien. Tous ces jeunes, dont le niveau d'études s'était largement amélioré dans les dernières décennies, y compris pour les femmes, donc ayant un esprit critique, ne pouvaient plus supporter ces oligarchies, la corruption quotidienne. Internet a sans doute eu une influence, mais peut-être moins que ce que l'on a bien voulu nous dire. Facebook© n'est quand même pas responsable de cette révolution !

**IRG :** *On vous a beaucoup présentée ces derniers temps comme la benjamine du trio d'« anciens Indignés » que vous formeriez avec Stéphane Hessel et Edgar Morin. Au-delà de la coïncidence de la sortie presque concomitante de vos trois livres, est-ce que cela veut dire que, dans notre société du jeunisme et de l'apathie, on ressent le besoin de se tourner vers d'« anciens engagés » ?*

**S. G. :** Cela m'inspire surtout qu'il faudrait avoir été conscient politiquement avant, disons, 1985. Une grande majorité de la population actuelle n'a pas connu autre chose que le néolibéralisme en action et ne sait pas qu'autre chose est possible. Après la Seconde Guerre mondiale, il y a eu une explosion d'égalité. Aux États-Unis, où je suis née, existait le GI Bill qui permettait aux soldats d'aller à l'université gratuitement. Plus tard, Lyndon Johnson a introduit le *medicare* et même Nixon se considérait comme un keynésien. En France, on a généralisé la Sécurité sociale, les allocations diverses. Je suis moi-même redevable au service public français car j'ai pu obtenir deux diplômes quasiment pour rien alors que j'avais trois enfants à élever. Et lorsque mon mari a été gravement malade, tout a été pris en charge. Tout cela n'aurait jamais pu avoir lieu aux États-Unis. Je suis émerveillée par un tel système que l'on a pu développer lorsque nos sociétés étaient moins riches. Alors pourquoi serait-il impossible d'assumer ces dépenses et d'améliorer encore nos systèmes sociaux alors qu'elles sont bien plus riches aujourd'hui ? Adam Smith, dans *La Richesse des nations*, nous en donne la raison : « Tout pour nous-mêmes et rien pour

les autres. » Cela semble avoir été, à toutes les époques du monde, la vile maxime des maîtres de l'humanité. C'est parce qu'une certaine classe sociale – que j'appelle la « classe de Davos » – a décidé de tout garder pour elle : elle accapare les services publics, accroît ses richesses, met les États sous tutelle, se moque de la majorité. Nous ne sommes pas dupes, mais n'avons pu encore la remettre à sa place !

**IRG :** *Qu'est-ce qui, dans les mouvements actuels d'opposition à cette logique, vous semble original, prometteur ?*

**S. G. :** De manière générale, je crois qu'on doit réformer nos modes d'action qui jouent beaucoup sur le nombre de participants. Peut-être faut-il faire des choses qui demandent moins de monde, mais qui soient plus visibles. Les médias ont changé et les moyens traditionnels de lutte, comme les manifestations, ont partiellement vécu. La France est relativement en retard, mais partout les jeunes inventent des choses. À Copenhague, par exemple, le mouvement social et le mouvement écologique se sont soudés alors qu'ils ne voyaient pas forcément jusqu'alors que leurs intérêts étaient les mêmes. Les forums sociaux permettent aussi des croisements. Des coalitions thématiques, par exemple sur l'eau ou le commerce équitable, fonctionnent bien car désormais les gens se connaissent. Tout cela avance trop lentement, comme toujours, mais j'ai bon espoir. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR **BORIS MARTIN**